

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PURFER

120, avenue Jean Jaurès

69600 OULLINS

Références : UD-R-SSDAS-22-115-LL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement PURFER implanté 120, avenue Jean Jaurès 69600 OULLINS . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 120, avenue Jean Jaurès 69600 OULLINS
- Code AIOT dans GUN : 0010600053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site PURFER à Oullins occupe une surface d'environ 1,4 ha situé le long de la voie ferrée. Le site est connu en tant qu'ICPE depuis 1988 par les arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1988 et 4 juin 1991 délivrés respectivement aux sociétés FAYET DUVERGER et PURMET. L'activité de récupération de métaux semble antérieure à 1988. Une dépollution partielle des terres du site a été effectuée en 2018, avec l'excavation de 120 t de terres et l'envoi dans un site de traitement spécialisé. Le site effectue une surveillance pérenne des eaux souterraines via 3 piézomètres.

Un nouvel arrêté préfectoral consolidé est pris en mars 2019 et remplace les arrêtés précédents. La surface affectée à la rubrique principale du site (2713-1) est de 11 840 m², sans que la totalité de cette surface soit utile car non imperméabilisée ou dont les eaux ne sont pas canalisées vers un

séparateur avant rejet.

Le site actuel fait suite à la reprise par PURFER de 2 sites préexistants, réunis en un seul. Le site comporte un bâtiment ancien (surface environ 1300 m²) en fond de parcelle pour le stockage des métaux non ferreux à protéger du vol et plusieurs zones d'entreposage de déchets métalliques réparties à l'extérieur.

En fonctionnement courant, 3 personnes travaillent sur le site : une personne à la pelle sur le parc extérieur, 2 personnes au bâtiment, à l'achat de métaux et à leur réception dans le bâtiment. Le site a réceptionné 6 500 t de déchets métalliques en 2021, avec une partie des apports constitués des bennes ferraille de 7 déchetteries du Grand Lyon, et une autre partie constituée de rachat de divers métaux auprès de sociétés ou de particuliers.

PURFER est locataire d'une partie de la parcelle AN 0044. La toiture du bâtiment des métaux commence à montrer des signes de dégradation manifeste sur son angle Nord. L'indivision propriétaire du terrain ne semble pas être réactive pour l'entretien de ce bâtiment, ni pour maîtriser l'occupation illégale du reste de la parcelle AN 0044, qui comporte elle aussi un bâtiment au nord du site PURFER. Des incursions sur le site PURFER ont lieu à pied depuis cette autre partie de la parcelle AN 0044, à travers une clôture que l'exploitant entretient périodiquement, sans renforcer son niveau de protection.

Un incendie en heures ouvrées a eu lieu le 26 juillet 2019, entraînant des retards de train sur la ligne adjacente et sans autre cause identifiée que les conditions caniculaires de cette journée. Depuis cet évènement, l'exploitant a redéfini les zones de stockage adjacentes à la voie ferrée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article '7.2.3 et 7.1.5	/	Délai 2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article '7.2.3	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article '7.4 V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PURFER d'Oullins a l'expérience récente d'un incendie en heures ouvrées, durant l'été 2019, dans la zone sud-est réservée aux apports de ferrailles légères des déchetteries du Grand Lyon. Afin de limiter des actes possibles de malveillance par des personnes extérieures au site, le site doit rétablir et renforcer ses clôtures Nord, dans un délai de 2 mois.

Compte tenu des emplacements des activités actuelles du site et de ses rubriques ICPE, les conditions de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment ou/et de la zone platin paraissent suffisantes. Tout projet de modernisation du site devra apporter une réponse globale à la gestion des eaux de ruissellement sur ce site y compris les eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a transmis un état des stocks complet des déchets d'une part, des produits dangereux d'autre part. L'exploitant sait situer rapidement ces différents stocks sur le plan du site. Seul un stock de quelques dizaines de trotinettes électriques HS ne figure pas encore sur cet état. Si ce stock devient récurrent, l'exploitant déposera un porté à connaissance afin de proposer des solutions de stockage spécifiques et une quantité pré-définie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. (...)
Constats : Les déchets métalliques présents ne sont pas inflammables. Les batteries au plomb (régime de l'autorisation, rubrique 2718) sont stockées dans une benne étanche, dans le bâtiment. L'état des matières stockées comprend principalement des déchets métalliques qui ne présentent pas de risque particulier, des batteries qui sont toutes stockées dans une benne étanche dans le bâtiment, une cuve de 4m3 de GNR. En cas d'alerte incendie, l'astreinte régionale de PURFER est saisie via les numéros de téléphone portable figurant sur la fiche "situation d'urgence n°1 – Incendie", et les services de secours simultanément. Le plan du bâtiment indique clairement le stock de GNR et la benne de batteries au plomb.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : (...) 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022. Constats : Le niveau d'information donné par le tableau des stocks et par la localisation des différents types de déchets présents sur le plan permet à l'exploitant de répondre aux besoins d'information de la population.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, articles 7.2.3 et 7.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : – d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; – de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; – d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : – d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie

<p>le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>– d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p>
<p>Constats : Un poteau incendie est situé en face de l'entrée du site. Le site dispose d'une quinzaine d'extincteurs de différents modèles selon le risque anticipé.</p> <p>Les consignes à suivre sont bien affichées au bureau au fond du site mais sont absentes du local de repos pour le personnel, lors de sa pause déjeuner. L'affichage comporte les 3 numéros de portable des référents du site.</p> <p>L'intrusion côté nord du site, par des piétons venant du bâtiment squatté sur la parcelle voisine, représente un risque d'incendies ou de pollution sur le site PURFER, par exemple via le brûlage de câbles à l'air libre. Le hangar Purfer est équipé de vidéo surveillance et d'alarme anti-intrusion. Toutefois, afin de prévenir tout risque ou tentation à l'égard des squatteurs du bâtiment voisin plus au nord, l'exploitant doit rétablir et renforcer sa clôture Nord, de façon à respecter l'article 71.5 de son AP du 5 mars 2019.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>L'exploitant a 2 mois pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - équiper le local de repos du personnel d'un affichage des consignes de sécurité et incendie - rétablir et renforcer sa clôture à l'extrémité N-O de son site.
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article '7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats : Le dernier contrôle date du 27/08/2021 et les extincteurs vus lors de la visite ont l'étiquette de contrôle à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article '7.4 V
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : La zone sensible à la survenue d'un incendie est la zone de platinage, au sud-est du site : c'est là que l'incendie du 26 juillet 2019 a eu lieu. Les eaux de cette zone sont les seules du site à être drainées vers un séparateur hydrocarbure. La surface imperméable correspondante est d'environ 900 m ² – à comparer à la surface théorique affectée à la rubrique 2713 (entreposage de métaux) qui est de 11 840 m ² . Depuis fin 2019, le site dispose d'un dispositif d'obturation constitué d'un ballon obturateur de marque Cana-Loc qui s'insère dans la canalisation à obstruer et qui se gonfle avec une pompe à pied. Du fait de la faible surface active – 900 m ² - susceptible de recevoir les eaux d'extinction et de la petite section de la canalisation à obstruer menant au séparateur (diamètre 15 cm) ce dispositif paraît suffisant. L'Inspection a vérifié que le temps de mise en place de ce dispositif est inférieur à 5 mn. Bien que l'exploitant n'ait pu fournir le calcul de la quantité d'eau que ce dispositif permet de retenir, il apparaît suffisant pour retenir quelques dizaines de m3 d'eau d'extinction, dans le cas d'un nouvel incendie du stock de ferraille légère cantonné sur la surface imperméable de 900 m2. En cas d'incendie généralisé du bâtiment Purfer, les eaux seraient dirigées vers le sous-sol, inoccupé, puis pompées après l'incendie. Compte tenu des emplacements des activités actuelles du site et de ses rubriques ICPE, les conditions de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment ou/et de la zone platin paraissent suffisantes. Tout projet de modernisation du site devra apporter une réponse globale à la gestion des eaux de ruissellement sur ce site y compris les eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet